

# écco



EDITION FRANCAISE

*ECO est publié par les Organisations non gouvernementales depuis la Conférence environnementale de Stockholm en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP10, Buenos Aires, décembre 2004.*

## Des bravos pour le Comité exécutif du MDP

Durant la deuxième plénière de la COP, hier matin, de nombreux inputs provenant des pays en développement ont été entendus en réponse au rapport et au travail du Comité exécutif du MDP. La majorité des commentaires ont accueilli favorablement son approche rigoureuse de l'additionnalité, ont exprimé leur préoccupations au sujet des projets portant sur le HFC 23 et ont appelé à court terme à des ressources financières additionnelles pour le Comité.

Même si certains aspects du travail du Comité et de ses panels, sur l'élaboration du test d'additionnalité et la production d'un outil consolidé pour la démonstration de l'additionnalité, peuvent être améliorés, le Climate Action Network soutient les efforts du Comité. Son idée maîtresse est juste - la démonstration de l'additionnalité doit prouver que le projet n'aurait pas lieu sans le MDP. En particulier, le CAN se félicite de la demande des membres du Comité de réviser le projet hydro : La Esperanza de la Banque Mondiale. Ceci envoie un message clair aux développeurs de projets et aux validateurs qu'un test d'additionnalité crédible est un plus, et que les commentaires du public doivent être sérieusement considérés.

Nous exhortons le Comité et cette COP à résister à la pression des développeurs, de la Banque Mondiale, des lobbyings industriels et de certains gouvernements qui cherchent à miner le test d'additionnalité, souvent au prétexte d'accélérer le processus d'approbation. Ceci transformerait le MDP en un fournisseur de faux crédits carbone et affaiblirait encore les objectifs de réduction du Protocole de Kyoto. Nous notons aussi que les membres du Comité sont indépendants et ne doivent pas servir un intérêt sectoriel ou national. Le financement du Comité constitue un autre problème. Les versements au budget du Comité exécutif doivent être suffisants pour assurer la... durabilité du MDP, en attendant que ce dernier ne génère son propre revenu. Ce budget doit également permettre davantage de réunions, si l'on veut que les dossiers soient traités plus rapidement. Cependant, les fonds alloués au MDP ne doivent pas être soustraits de ceux alloués à l'APD.

Le CAN se félicite aussi des efforts du Comité exécutif pour restreindre l'utilisation des projets de HFC 23 qui, s'ils sont autorisés, pourraient accroître la production de HCFC 22 - lui-même un puissant gaz à effet de serre - (... Suite page 2)

## A quand une mobilisation du public ?

Malgré le fait que l'article 6, portant sur l'éducation, la formation et la sensibilisation du public, soit partie intégrante la Convention depuis son adoption, les Parties n'ont réussi qu'à mettre en place un site Internet d'échange et de partage des informations ressources pour mobiliser le grand public dans la lutte contre le changement climatique. Cela en dit long sur le manque de sérieux des Parties quant à la mise en place d'outils de sensibilisation et de mobilisation du public. Presque aucune des communications nationales - qu'elles émanent de pays de l'annexe I ou de pays non-Annexe I - ne fait état d'avancée significative en la matière. Avec l'effervescence liée à l'entrée en vigueur du protocole, cette COP doit progresser sur la question, notamment en mobilisant immédiatement des ressources afin que la société civile, membres du CAN inclus, soit mieux à même de remplir leur mission d'information. La situation actuelle, en particulier dans les pays du Sud, reste aléatoire puisque les initiatives conduites par les ONG dépendent largement des bailleurs étrangers et rencontrent bien souvent des difficultés pour accéder à des supports de communication adaptés à leur besoin. Le système d'échange d'information sur Internet ne constitue qu'un minuscule pas en avant. Les Parties ne peuvent pas fuir leurs responsabilités en matière d'éducation citoyenne sur le Changement Climatique et se contenter de déléguer cela aux acteurs de la société civile ... ou alors c'est qu'ils ne sont pas sincères dans leur façon de traiter la question climatique.

## Les industriels arrêteront-ils un jour de crier au loup ?

Tout au long des négociations sur le changement climatique, certains gouvernements ont cherché, non sans succès, à vider de toute crédibilité la Convention-cadre et le Protocole de Kyoto. L'acceptation des échappatoires, que sont "l'air chaud" (hot air) et les puits de carbone, a ainsi plombé les engagements que les pays industrialisés avaient pris à Kyoto.

Les négociateurs en sont les premiers responsables, mais gardons à l'esprit qu'ils étaient, et sont encore, sous l'immense pression de puissants groupes industriels. L'influence de ces derniers sur les négociations n'est pourtant pas toujours reconnue à sa juste valeur. Pour réparer cette injustice, la Chambre de Commerce Internationale (CCI) organisait hier un side event gaillardement intitulé "10 ans de succès pour le business" et sous-titré sans fausse modestie "une opportunité pour de nombreux milieux d'affaires".

Effectivement, le business a une longue tradition de "réussite" en matière de changement climatique... surtout pour retarder l'action. Au cours de la 1<sup>ère</sup> moitié des années 90, la règle était le déni absolu de la science climatique. La promotion des "accords volontaires" conclus avec les gouvernements était alors perçue comme le must du "proactif".

Aujourd'hui, seuls quelques fossiles comme Exxon et "think tanks" industriels tels que l'International Policy Network (IPN) continuent à dénier toute réalité au changement climatique. En revanche, une avalanche d'études économiques exagère les pertes de PIB qui découleraient de la mise en œuvre du Protocole pour amener l'Union européenne à abandonner son leadership. L'étape suivante consiste à appeler de ses vœux un régime "compréhensif" incluant "tous les acteurs économiques". Le mot magique "compétitivité" est ainsi utilisé sans arrêt par les membres de la CCI pour bloquer toute action. Récemment encore, les associations industrielles s'opposaient au système européen de permis négociables et aux autres politiques "unilatérales" parce que l'absence de ratification russe empêchait l'entrée en vigueur de Kyoto. Maintenant que la Russie a ratifié, c'est l'absence de l'administration Bush qui justifie leur opposition. D'autres voix proclament déjà que même si les Etats-Unis ratifiaient, il faudrait s'occuper de la Chine, tandis que d'autres ajoutent immédiatement que l'Inde et les autres pays asiatiques en croissance rapide devraient faire partie de l'accord pour que la compétitivité industrielle ne soit pas minée. Une histoire sans fin... En fait, même dans l'hypothèse d'école où Etats-Unis, Chine, Inde et autres Etats en croissance rapide prendraient des engagements, les industries intensives en carbone des pays industrialisés hurleraient aux "distorsions de concurrence" parce que de féroces concurrents comme le Mali, le Bangladesh et Tuvalu ne participeraient toujours pas au régime international.

Les industries les plus polluantes ont pour tradition de crier au loup à chaque nouvelle réglementation environnementale ambitieuse, que ce soit le Protocole de Montréal sur la couche d'ozone dans les années 80, ou aujourd'hui REACH, la législation réglementant les substances chimiques en Europe. Les analyses rétrospectives ont ainsi révélé à quel point ces industries ont systématiquement surestimé les coûts dans le passé\*. Qui peut encore croire les industriels aujourd'hui ?

\* Cry wolf - predicted costs by industry in the face of new regulations, International chemical secretariat, avril 2004.

(...Suite de l'Article "Des bravos pour le Comité exécutif du MDP", page 1)

et miner le Protocole de Montréal sur la protection de la couche d'ozone en incitant à la production de gaz voués à disparaître selon ce Protocole. L'important volume de crédits générés à bas coût mettrait aussi sur la touche les projets de meilleure qualité comme les énergies renouvelables.

De même, les projets d'oxyde nitreux qui ignorent de façon perverse que l'incinération du N<sub>2</sub>O est une pratique ordinaire devraient être refusés. Ces projets sur les processus chimiques ne respectent pas l'objectif premier du MDP, à savoir contribuer au développement durable du pays hôte.

Enfin, le CAN invite le Comité exécutif à exclure les projets "d'évitement de changement de combustible" (avoided fuel switch) que la Banque mondiale promeut à travers ses projets de plantations au Brésil. Cela reviendrait à donner aux développeurs des crédits pour ce qu'ils font déjà et introduirait un élément de "chantage au carbone" dans le MDP. Par exemple, les développeurs pourraient commencer à réclamer des crédits pour ne pas passer au charbon. Nous notons aussi que le panel sur les méthodologies a exprimé son inquiétude sur le "risque moral" relatif à de tels projets basés sur la poursuite des pratiques courantes.

### Side Event du CAN International : La voix des ONG

Le CAN International organise, à l'occasion du 10<sup>ème</sup> anniversaire de la Conférence des Parties, un Side Event mettant en avant les progrès accomplis et les défis futurs des négociations, du point de vue d'ONG issues des différentes régions du globe.

**Salle :** Aguaribay (Pavillon Jaune), jeudi 9 décembre de 13h à 15h

**Contact :** sanjay@climatenetwork.org,  
Tel: (49-228) 9268686

## Quand l'égoïsme se déguise en solidarité

Chacun retient son souffle - enfin, au moins à la COP. A l'heure où nous écrivons ces lignes, le G77 n'a toujours pas décidé s'il allait mettre fin à l'un des paradoxes les plus irrationnels de la politique climatique : les pays pauvres sont retenus en otage par certains des Etats les plus riches du Monde, déguisés en pays en développement.

Un nouveau rapport du WWF intitulé "An analysis of the Role of OPEC as a G77 member at the UNFCCC" met en lumière la manière dont l'OPEP piège le G77+ Chine pour le faire agir dans son propre intérêt. Ainsi, alors que les pays pauvres continuent à chercher de nouveaux soutiens financiers et techniques pour faire face aux conséquences du changement climatique (mise en œuvre de la décision 5/CP.7), l'OPEP continue à bloquer tout progrès en revendiquant un traitement équivalent pour l'impact de la mise en place des mesures de réponse. Autre exemple, suite à un appel à une réunion d'experts sur l'assurance et l'analyse de risque sur les impacts du changement climatique, nous voyons l'OPEP, tel un miroir déformant, revendiquer une assurance contre les impacts des mesures de réponse. Du coup, non seulement les Parties doivent développer des modèles pour évaluer les effets du changement climatique, mais grâce à l'OPEP elles se voient demander d'examiner "la vulnérabilité à l'impact de la mise en œuvre des mesures de réponse".

Aussi longtemps que le progrès sur l'adaptation est gardé en otage par les intérêts de l'OPEP, ce sont les pays les plus pauvres qui continueront à souffrir le plus. Non seulement cette tactique de l'OPEP est nuisible aux autres membres du G77+Chine, mais elle ne correspond pas aux réels intérêts de ses propres membres. Parmi les quatre pays de l'OPEP qui ont soumis leur communication nationale (Algérie, Indonésie, Iran et Nigéria), un seul, l'Iran, mentionne l'impact des mesures de réponse. Sur les 11 membres de l'OPEP, il n'en reste donc au maximum que 8 qui puissent considérer cet impact comme une question sérieuse. Parmi les 132 membres du G77+Chine, ça fait 6 % de pays retenant 94 % d'otages...



- Alors c'est ça un petit projet Puits-MDP qui ne dépasse pas 8 milles tonnes de CO<sub>2</sub> par an ?

## FOSSILE DU JOUR

**Premier Prix : Arabie Saoudite**, pour l'attaque totalement injustifiée de M. Al-Saban's contre le secrétaire exécutif de l'UNFCCC Joke Waller-Hunter durant la session plénière de hier matin, à propos des relations avec les autres réunions intergouvernementales. Apparemment, le délégué saoudien a été irrité par l'intervention de M. Waller-Hunter à la conférence de Bonn sur les Renouvelables, quand ce dernier avait eu l'audace de déclarer que les énergies renouvelables pouvait être une des solutions au changement climatique.

**Second prix : Inde**, pour avoir été, hier matin, à l'encontre des intérêts de l'ensemble des pays en développement, en attaquant le Conseil Exécutif du MDP.

## MAFALDA

Déjà bien entamé par les effets de la climatisation, la pluie tombant sur la capitale argentine a finalement eu raison de notre pauvre ami Diego. Il a donc terminé sa journée aux urgences de l'Hôpital Immaculé Conception de la Boca. Interné pour quelques jours, Mafalda, sa fiancée, prend alors le relais dans ses recherches : comment le climat pourrait être sauvé par nos négociateurs ?

Après lui avoir détaillé ses errances dans les couloirs sur-climatisés de la COP, Diego demande à Mafalda de pousser plus avant son enquête, qu'elle prend, elle aussi, très au sérieux. Rien ne l'arrêtera dans sa quête ! Elle démarre alors sa première journée avec la plénière de la COP qui examine le rapport du Comité Exécutif du MDP. Les louanges qui s'abattent sur l'excellent travail du comité la mettent en joie : serait-ce le Graal ? Malheureusement, son enthousiasme est vite anéanti par l'agressivité de son grand frère américain. Ce dernier réclame publiquement que les réunions du comité, auquel il n'est pas convié, deviennent publiques et ne soient plus seulement visibles au travers d'un écran de télévision. Il crie au scandale : "les ONG vont bientôt avoir plus de poids que les Etats souverains". Mais de quels privilèges parle-t-il ? Mafalda ne comprend pas. Quand elle regarde les programmes télé, elle a plutôt envie d'éteindre le poste que de participer à l'enregistrement sur le plateau télé !

## Une Carte postale de Bill Clinton...

Au rassemblement "Réflexion Espoir sur le changement climatique" à l'Université de New York, Bill Clinton a lancé, lundi dernier, un appel à la mobilisation, en invitant l'assemblée à cesser de se lamenter à propos de l'administration Bush et du peu de changement que l'on peut en attendre. "La chose la plus importante" a-t-il dit "est de faire quelque chose, peut importe quoi, [pour réduire les émissions de gaz à effet de serre]". Il a aussi insisté sur le fait que si les USA voulaient être vus comme une "force positive" dans le monde, ils se devaient de s'attaquer de façon crédible au problème du changement climatique. Comme l'avait énoncé le sénateur Lieberman plus tôt, en évoquant "les événements malheureux du 2 novembre (Le jour de la réélection de Bush, ndlr)", cette réunion offrait donc une opportunité d'aller de l'avant.

La "William J. Clinton Presidential Foundation" a organisé une table ronde autour du thème "Repenser la politique énergétique : les défis du changement de sécurité, de développement et de climat". Les groupes de discussion étaient composés d'éminentes personnalités telles que le sénateur Joe Lieberman, le Dr. R.K. Patchauri, président de l'IPPC, James Wolfensohn de la Banque mondiale, l'ancien sénateur Tim Wirth, le Dr. John Holdren de Harvard, l'ancien directeur de la CIA, le Dr. John Deutch, Roger Sant d'AES Corporation, le Président Leonel Fernandez de la République Dominicaine, et le très honorable Stephen Byers, député travailliste du R-U et Co-président de l'International Taskforce on Climate Change.

Le message du jour était cohérent et clair : le changement climatique est LE problème central du 21<sup>e</sup> siècle. Les liens avec les questions de sécurité et de développement sont des menaces que de nombreux Etats ont déjà anticipé. Malheureusement, le dialogue n'a pas conduit à repenser la politique énergétique. La discussion a pris un ton plus grave quand les participants ont évoqué les dernières catastrophes climatiques, et en particulier l'ouragan qui touche actuellement les Philippines et Taiwan. Le grand public est quant à lui de plus en plus

sensible à ces questions et se fait plus exigeant vis-à-vis des décideurs. Bill Clinton, M. Lieberman et Tim Worth ont regretté que la question ait été quasiment exclue de la campagne présidentielle. De nombreux participants ont souligné l'opportunité évidente fournie par le G8 de Blair, en mettant en garde les Etats-Unis de toute position isolationniste. Roger Sant a qualifié la politique énergétique du tandem Bush-Cheney comme étant une politique "de copinage". M. Sant a précisé que les questions de sécurité liées au prix de l'énergie et aux chocs de l'offre n'étaient rien face aux menaces que fait peser le changement climatique, M. Byers : "que l'intérêt du public pour les questions de sécurité énergétique pouvait être un tremplin et renforcer les actions contre le changement climatique".

Une discussion détaillée portant sur le défi énergétique de la Chine et de l'Inde a permis de poser les questions du rôle du charbon, de la consommation de pétrole et de la hausse de la demande de transport individuel dans ces pays. M. Patchuari a souligné que l'investissement dans le transport public devrait être renforcé afin d'éviter l'explosion dans la demande des véhicules individuels. Dans un discours portant sur l'hydrogène et l'avenir de l'énergie nucléaire, il affirmait que l'énergie nucléaire "n'était pas quelque chose que l'on pouvait occulter" à moins d'aller vers d'autres désastres. Roger Sant a vivement objecté qu'il n'y avait aucun investissement privé allant à l'énergie nucléaire et que n'importe quelle analyse de coût montre qu'il faut se diriger vers des options moins chères et plus sûres en efficacité et en conservation.

M. Lieberman a rappelé la convergence des "pressions actuelles" sur les Etats-Unis, en raison de la ratification russe, de l'action de l'Union Européenne sur le carbone et de l'augmentation des "impacts visibles" du changement climatique. En invoquant la précaution, il dit que "c'était un test pour le leadership... peut-on agir avant que les pires conséquences de notre comportement soient visible ?" Un large consensus s'est finalement dégagé parmi les participants sur le fait que l'économie américaine avait besoin d'un prix fort et d'un plafond carbone afin que commence une révolution énergétique.

## Science : ne soyons pas Bushés

S'il est encore des gens pour croire le gouvernement Bush lorsqu'il affirme que la science du climat est trop incertaine pour justifier l'action, plusieurs publications récentes devraient les faire réfléchir. Dans la prestigieuse revue *Science* datée du 3 décembre, un article rappelle que le diagnostic selon lequel les activités humaines réchauffent le climat est largement partagé : le GIEC bien sûr, mais aussi l'Académie des sciences des Etats-Unis, l'American Meteorological Society, l'American Geophysical Union et l'American Association for the Advancement of Science ont toutes pris position en ce sens ces dernières années. Passant en revue 928 articles publiés dans des revues scientifiques depuis 10 ans, l'auteur parvient à la même conclusion. Dans le numéro du 2 décembre de la non moins prestigieuse revue *Nature*, une étude conclut avec un niveau élevé de confiance que le réchauffement d'origine humaine a doublé la probabilité d'évènements extrêmes du type de la vague de chaleur de 2003 en Europe. Dans le même numéro, un article indique que l'un des principaux glaciers du Groenland se déplace vers la mer beaucoup plus vite que par le passé, et plus vite que prévu. Un indice que la fonte des calottes glaciaires sous l'effet du réchauffement - et donc la hausse du niveau de la mer qui en découlera - ont peut-être été très sous-estimées jusqu'à présent. Ignorer la science devient décidément de plus en plus risqué.

### Fête des ONG

Cette année, la fameuse "NGO Party" aura lieu samedi 11 décembre à l'hôtel Bauen à partir de 21h30 (croisement de la rue Callao et Corrientes). Cette année, seuls les représentants des Parties ayant ratifié le Protocole Kyoto et les délégués personnellement favorables au Protocole sont invités...

### REMERCIEMENTS

Le Réseau Action Climat-France remercie le MEDD, la Principauté de Monaco et ceux qui ont participé à ce numéro : Raphaëlle Gauthier, Philippe Quirion, Benoit Faraco, Emmanuel Martinez, Diane Vandaele, l'équipe de ECO anglais.

ECO français est disponible sur :  
[www.rac-f.org](http://www.rac-f.org)